

Etablissement public du Parc national des Calanques

Décision individuelle

N° DI – 2018 – 176

Pétitionnaire : NOGUES Jean-Paul – Neon Productions

Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

Localisation : calanque d'En Vau et pointe de Castelvieuil - RD 141 dite route des Crêtes.

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCœur), notamment son MARCœur 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire pour les années 2018 et 2019,

Considérant la demande formulée le 22 juillet 2018 par la société Néon productions représentée par NOGUES Jean-Paul, régisseur général ;

Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, pour un long métrage ;

Considérant que les opérations de prises de vues se déroulent avec des moyens et dans des conditions adaptées aux lieux ;

Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société Néon productions représentée par NOGUES Jean-Paul, régisseur général, est autorisée à réaliser des prises de vues, notamment nautiques, les 29 et 30 août 2018, pour un long métrage « Horse Latitudes ».

Article 2 : Moyens techniques

Conformément au dossier le nombre maximum de participants est de 16 personnes.

Moyens en mer : 29 août 2018 (lieux 5 et 6)

Camp de base au port d'embarquement

1 bateau équipe (vedette 6 m), caméra sur pied, réflecteurs, pas de générateur, pas d'éclairages, 1 bateau de jeu (vedette 6 m), pas de décor apporté, pas de cantine.

Moyens sur la route des Crêtes : 30 août 2018 matin (lieu 1 et 2)

1 camp de base sur parking, 1 camion VL, 1 camionnette, 4 voitures, 1 moto, caméra sur pied et traveling réflecteurs / petit groupe portatif insonorisé de 2 kw, pas d'éclairages, pas de décor apporté, pas de cantine.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, **notamment l'interdiction de fumer** ;
2. l'équipe de tournage s'engage à respecter le plan de balisage et notamment les zones d'interdiction d'engins à moteur, à ancrer prioritairement sur des zones de sable et à adapter le mouillage à la taille de l'embarcation ;
3. aucune dérogation aux règles d'accès, de débarquement, de circulation et de stationnement ne sera accordée ;
4. tout bruit de nature à créer un dérangement de la faune ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux est interdit ;
5. tout aménagement, défrichage, cueillette de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel est interdit ;
6. tout piétinement, stationnement, dépose de matériel sur la végétation est interdit ;
7. les installations nécessaires aux prises de vues ne doivent en aucun cas entraver l'accès pédestre au site ;
8. tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du Parc ; la récupération des eaux usées de cuisine ou sanitaires et autres produits classés dangereux pour l'environnement et leur évacuation hors du cœur est obligatoire ;
9. un bac de rétention pour stocker le groupe électrogène, son bidon de carburant et faire le plein est obligatoire ;
10. les prises de vues devront être réalisées avec des moyens techniques individuels et portatifs. Aucun drone ni matériel de machinerie ne pourra être utilisé ;
11. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation ; ;
12. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du long métrage faisant l'objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
13. il devra être mentionné sur l'œuvre finale « **tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale** » ;
14. le pétitionnaire devra fournir à l'Etablissement public du Parc national, pour archivage administratif, une copie de l'œuvre finale exploitant les prises de vues et de sons réalisées en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les 29 et le 30 août 2018 dans la plage horaire de 09h00 à 21h00. En cas de conditions météorologiques le tournage pourra être reporté dans les mêmes conditions sur demande à autorisations@calanques-parcnational.fr.

Article 5 : Redevance

La présente décision est subordonnée au paiement d'une redevance.

Article 6 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires, notamment l'accord préalable des propriétaires.

Article 9 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 16 août 2018,

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

